

N° 5124<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL**

**modifiant le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 concernant  
les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation  
par les travailleurs au travail d'équipements de travail tel que modifié  
par le règlement grand-ducal du 17 août 1997**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(9.12.2003)

Par dépêche du 30 avril 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Les avis des chambres professionnelles ont été respectivement communiqués au Conseil d'Etat:

- celui de la Chambre de commerce, par dépêche du 20 juin 2003;
- celui de la Chambre des métiers, par dépêche du 3 juillet 2003;
- celui de la Chambre des employés privés, par dépêche du 31 juillet 2003;
- celui de la Chambre de travail, par dépêche du 17 octobre 2003.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles, rédigés par les auteurs du projet en un seul texte. Dans ces quelques phrases, l'on arrive à informer le lecteur que le texte comporte des „éléments élémentaires“ pour réduire les accidents et notamment les accidents mortels de chute de hauteur.

Le Conseil d'Etat partage les soucis inhérents au texte, même s'il eût préféré omettre le pléonasmé cité.

Le projet reprend à quelques rares exceptions près le texte de la directive 2001/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001. Sa base légale réside dans la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail.

Le Conseil d'Etat ne s'oppose pas au projet sous avis.

Quant à la forme, le Conseil d'Etat se doit d'émettre une série d'observations.

*Intitulé*

Le règlement grand-ducal susmentionné du 4 novembre 1994 ayant déjà fait l'objet de modifications ultérieures en date du 17 août 1997, il y a lieu d'ajouter le mot „modifié“ après les termes „modifiant le règlement grand-ducal“.

*Préambule*

Au préambule du projet de règlement, il y a lieu d'omettre le deuxième visa mentionnant le règlement grand-ducal du 4 novembre 1994 à modifier, qui ne peut lui servir de fondement légal.

Quant au quatrième visa, il y a lieu d'écrire, au cas où ces chambres professionnelles n'émettraient pas leur avis en temps utile, tout en omettant leur mention au visa sous revue:

„Les avis de la Chambre d'agriculture (et non „de l'agriculture“) et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ayant été demandés;“

A l'avant-dernier visa, il y a lieu d'écrire „De l'assentiment ...;“.

Le dernier visa est à libeller comme suit:

„Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi et après délibération du Gouvernement en Conseil;“

*Articles 1er et 2 (2 et 1er selon le Conseil d'Etat)*

Quant au premier article, qui devrait se présenter „Art. 1er“ et non „Article premier“, il tend à compléter l'Annexe II du règlement grand-ducal modifié du 4 novembre 1994, alors que l'article 2 vise à compléter l'article 4 du même règlement. Comme il échet de suivre dans le règlement modificatif la structure de l'acte de base qui est à modifier, le Conseil d'Etat suggère d'intervertir l'ordre des deux premiers articles du projet.

L'article 1er selon le Conseil d'Etat sera libellé comme suit:

„**Art. 1er.**– A l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail est ajouté le paragraphe 4 suivant:

„4. ...“

Les auteurs du projet de règlement décrivent l'annexe dont question à l'article 1er (2 selon le Conseil d'Etat) comme faisant partie intégrante du projet de règlement sous examen, alors qu'en fait elle est censée faire partie intégrante du règlement susmentionné du 4 novembre 1994, en tant que quatrième point de l'Annexe II qui comprend jusqu'à présent trois points seulement.

Le texte de l'article 2 selon le Conseil d'Etat sera donc rédigé comme suit:

„**Art. 2.**– L'annexe II du même règlement est complétée par un point 4 tel qu'il est annexé au présent règlement.“

*Article 3*

Comme il échet d'indiquer dans la disposition finale la dénomination exacte du titre du membre du Gouvernement en exercice auquel le Grand-Duc confie l'exécution du règlement en question, l'article 3 sera à rédiger comme suit:

„**Art. 3.**– Notre Ministre du Travail et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.“

*Annexe*

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 décembre 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES